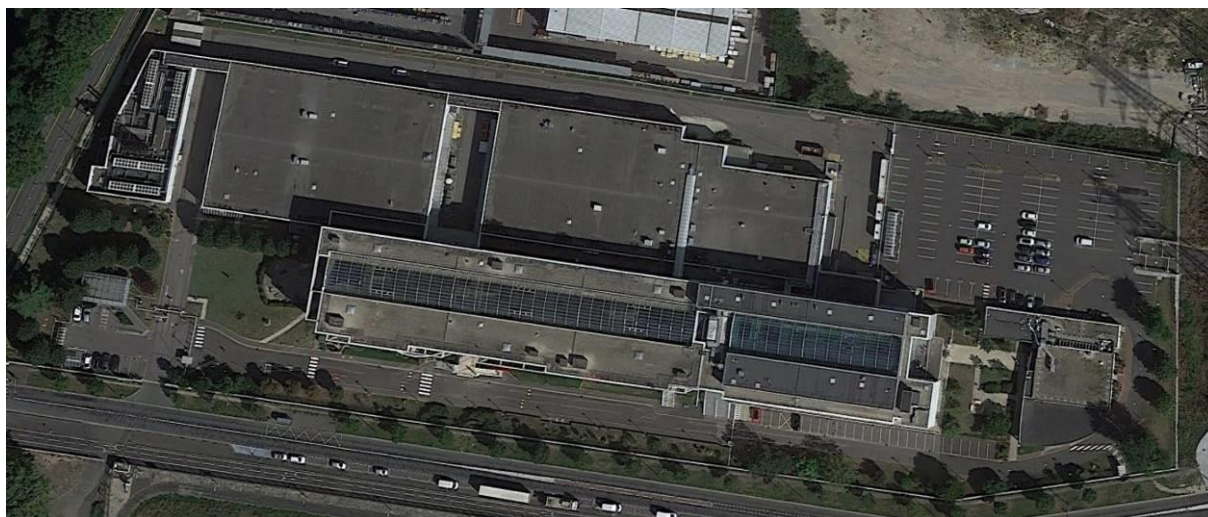


RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE C CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION

Rapport n° **RAD-220F024-21-0071**

SANOFI AVENTIS Alfortville
Ensemble des réseaux enterrés accessible du site
3 Digue d'Alfortville
94140 ALFORTVILLE



RAPPEL

« Code de la santé publique / partie réglementaire / LIVRE III / TITRE III / chapitre IV / section 2
Article R1334-27

Les propriétaires des immeubles mentionnés à l'article R. 1334-23 sont tenus, préalablement à la démolition de ces immeubles, d'effectuer un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et de transmettre les résultats de ce repérage à toute personne physique ou morale appelée à concevoir ou à réaliser les travaux.

Ce repérage est réalisé selon les modalités prévues au septième alinéa de l'article R. 1334-26.

Un arrêté des ministres chargés de la construction, du travail et de la santé définit les catégories de matériaux et produits devant faire l'objet de ce repérage ainsi que les modalités d'intervention. »

« Code du travail / LIVRE II / TITRE III / chapitre 1er / section 5bis / Sous section 3

I. - Outre les obligations qui lui sont imposées par l'article R. 231-59-15 et pour chaque intervention définie à l'article R. 231-59-14, le chef d'établissement est tenu d'évaluer, par tout moyen approprié au type d'intervention, le risque éventuel de présence d'amiante.

En particulier, le chef d'établissement est tenu :

1° De demander au propriétaire d'un immeuble bâti soumis aux dispositions du code de la santé publique, en particulier des articles R. 1334-22 et R. 1334-28, les résultats des recherches et repérages des matériaux contenant de l'amiante »

« ... »

« 3° D'informer le propriétaire du bâtiment ou l'armateur du navire de toute présence d'amiante mise en évidence lors de l'évaluation des risques. »

* **M.P.S.C.A.** : Matériaux et Produits susceptibles de Contenir de l'Amiante

Ce rapport comporte 18 pages, page de présentation et annexes comprises

AUGERIS

Amiante, Plomb, Legionella, Termites, Carrez, Diagnostic de Performance Energétique, Etudes de sol

Immeuble Ceylan - 6 allée de Londres 91140 VILLEJUST

☎ 01 69 59 28 40 ☎ 01 60 19 40 24 🌐 <http://www.augeris.fr> @ info@augeris.fr

SAS au capital de 20000 € - RCS EVRY - Siret 529 210 932 00024 - APE 7112B



SOMMAIRE

I. INFORMATIONS GENERALES.....	3
II. PERIMÈTRE DE LA MISSION DE REPÉRAGE.....	4
III. CONCLUSION.....	5
 ANNEXE 1 : Liste des locaux	6
 ANNEXE 2 : Fiche d'Identification et de Cotation	7
 ANNEXE 3 : Photos	8
 ANNEXE 4 : Plans ou Croquis	9
 ANNEXE 5 : Procès-verbaux d'analyses.....	10
 ANNEXE 6 : Liste des codes de conseils et préconisations	11
 ANNEXE 7 : Recommandations générales de Sécurité	12
 ANNEXE 8 : Attestation(s) de compétences	15
 ANNEXE 9 : Attestation d'assurance.....	18



Dossier n° : RAD-220F024-21-0071

I. INFORMATIONS GENERALES

Objet de la Mission	RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE C CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
Immeuble bâti concerné	
Type de bâti	Bâtiment
Usage	Laboratoire, Technique, Recherche, Restaurant, Bureaux
Nombre d'étage(s)	R+4, R+1, Rez-de-chaussée
Adresse	3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE
Ordre de mission	
Donneur d'ordre	SANOFI AVENTIS Alfortville - Recherche et Développement
Adresse	3 Digue d'Alfortville 94140 Alfortville
Propriétaire	-
Adresse	-
Votre ordre de commande n°	-
Réglementation	Code de la santé publique / partie réglementaire / LIVRE III / TITRE III / chapitre IV / section 2 « exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis » pour ce qui est des dispositions techniques Arrêté du 26 juin 2013 Code du travail / LIVRE II / TITRE III / chapitre 1er / section 5bis « mesures particulières contre les risques liés à l'amiante » Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
Rapport établi selon	Norme NFX 46020
Laboratoire d'analyses affilié accrédité COFRAC	Laboratoire ITGA 15 route des Gardes – 92197 MEUDON CEDEX
Opérateur(s) de repérage AUGERIS	Rémi CASTELLI, Nicolas SAUQUES, Sandrine SEQUEIRA
Contrat assurance n°	AXA n° 10659334804
Date du rapport	21 avril 2021
Autorisation d'émission du rapport délivrée par	Rémi CASTELLI Directeur
Ce rapport comporte	18 pages, page de présentation et annexes comprises



II. PERIMÈTRE DE LA MISSION DE REPÉRAGE

Dossier n° : RAD-220F024-21-0071

Zone contrôlée

Type de local	Ensemble des réseaux enterrés accessible du site
Etage	RDC
N° de lot	-
Adresse	3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE
Zones non visitées	OUI
Si oui, localisation	consulter la liste des locaux

Périmètre technique de la mission

Contrôle des matériaux des réseaux enterrés du site par les regards et trappes présents

Étendue de la recherche

Inclus : TOUT LE BATI

Exclus : Le mobilier, les éléments de décoration, les éléments non fixés de manière définitive.

Rappel Le diagnostic ne porte que sur la liste des locaux citée en annexe 1, tout autre local devra être considéré comme non visité.

Visite des lieux

Date de la visite 29 mars 2021

Opérateur(s) de repérage AUGERIS Rémi CASTELLI, Nicolas SAUQUES, Sandrine SEQUEIRA

Nombre de prélèvements

1



III. CONCLUSION

Désignation du bien ayant fait l'objet du repérage Amiante :

SANOFI AVENTIS Alfortville
Ensemble des réseaux enterrés accessible du site
3 Digue d'Alfortville
94140 ALFORTVILLE

Non visités : consulter la liste des locaux

Dans le cadre de mission décrit en tête de rapport,

**Il n'a pas été repéré de matériaux ou produits
susceptibles de contenir de l'amiante**

Après analyse et sur jugement personnel de l'opérateur

Documents fournis : Plan de recollement des réseaux

Périmètre technique : Contrôle des matériaux des réseaux enterrés du site par les regards et trappes présents

La responsabilité d'AUGERIS ne saurait être engagée sur les zones dont l'accès n'a pas été possible dans le déroulement normal des opérations, ni sur les éléments de la construction dont l'investigation destructive n'a pas été autorisée ou rendue possible par l'absence d'occupants ou de mobilier.

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que la recherche de ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante s'applique à l'intégralité du bâtiment.

Organisme de contrôle AUGERIS

Immeuble Ceylan
6 Allée de Londres
91140 VILLEJUST

	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Nom	Nicolas SAUQUES	Sandrine SEQUEIRA	Rémi CASTELLI
Date	21 avril 2021	21 avril 2021	21 avril 2021
Visa			



ANNEXE I : Liste des locaux

Adresse	Etage	N°	Local	Visite	Commentaire
3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE	sous-sol	1	Réseaux enterrés accessible s	29/03/21	
	Sous-sol	2	Réseaux enterrés non accessibles	non visité	Trappes de visite scellées cf. Annexe 4 (plans)

Le diagnostic ne porte que sur la liste citée ci-dessus, tout autre local devra être considéré comme non visité.



ANNEXE 2 : Fiche d'Identification et de Cotation

SANOFI AVENTIS Alfortville Ensemble des réseaux enterrés accessible du site 3 Digue d'Alfortville - 94140 ALFORTVILLE

N° matériau	Prél. n°	Matériau	Localisation	Photos n°	Localisation complémentaire	Observations	Résultat	Préconisation
1	1	Enduit ciment de conduite d'eau usée	Sous-sol, regard d'eau usée	1	Ensemble des enduit ciment sur les réseaux d'eau usée		Négatif	
2		Enveloppe de calorifuge en plastique souple sur gaine de fluide de chauffage	Sous-sol, trappe de visite entre le bâtiment Claude Bernard et le restaurant	2		Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante	Négatif	
3		Conduit(s) enterré PVC	Trappe de visite sur route entre Energie et SMA	3	Ensemble des conduits PVC enterrés	Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante	Négatif	
4		Conduit(s) enterré béton	Trappe de visite, parking restaurant	4	Ensemble des conduits béton enterrés	Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante	Négatif	
5		Gaine électrique plastique	Trappe de visite, arrière du restaurant	5	Ensemble des gaines électriques plastiques enterrés	Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante	Négatif	

Légende	Matériaux non amiantés	Autres matériaux amiantés	Matériaux suspects (non prélevés)
---------	------------------------	---------------------------	-----------------------------------

*Cf. annexe : Liste des codes de conseil et préconisation

Ci-joint les résultats du laboratoire ITGA du 7 avril 2021
Rapport d'analyse n° IT0721-24543



ANNEXE 3 : Photos



1

Photo n° 1 / prélèvement n° 1

Enduit ciment de conduite d'eau usée

Sous-sol, regard d'eau usée



2

Photo n° 2

Enveloppe de calorifuge en plastique souple sur gaine de fluide de chauffage

Sous-sol, trappe de visite entre le bâtiment Claude Bernard et le restaurant



3

Photo n° 3

Conduit(s) enterré PVC

Trappe de visite sur route entre Energie et SMA



4

Photo n° 4

Conduit(s) enterré béton

Trappe de visite, parking restaurant



5

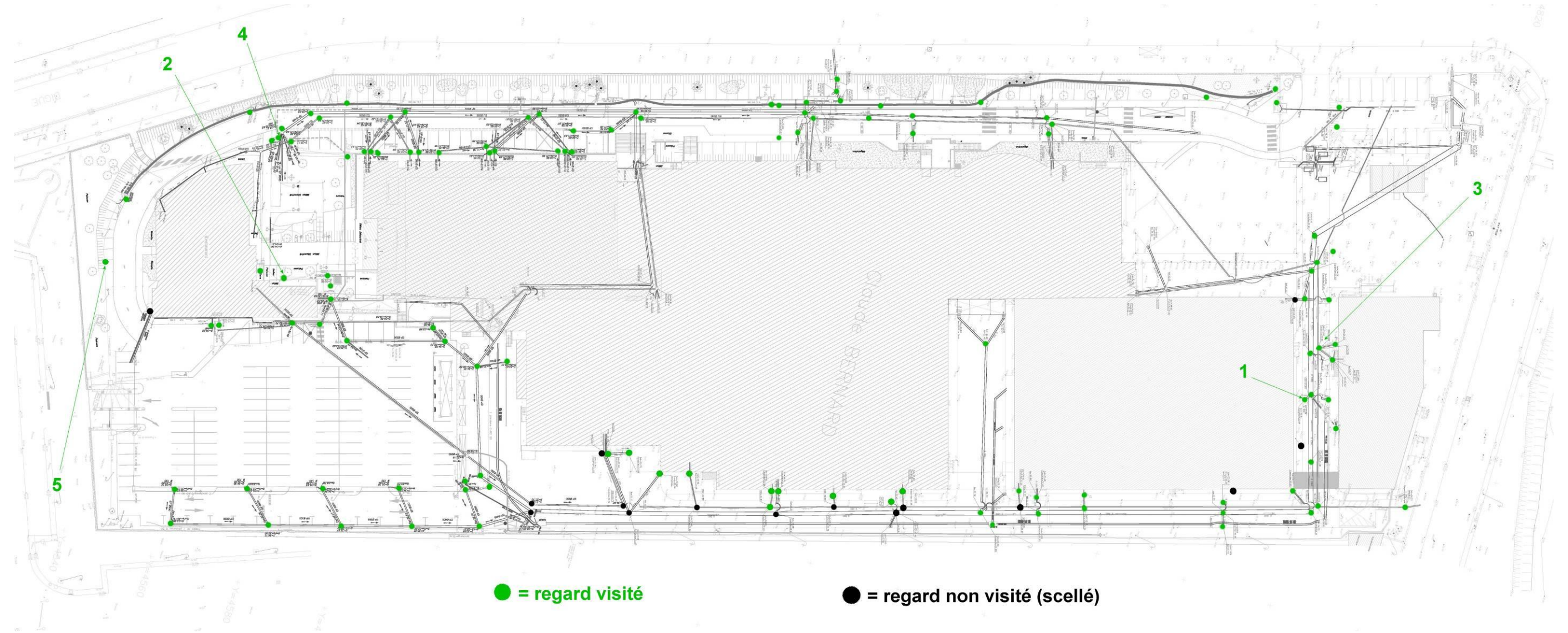
Photo n° 5

Gaine électrique plastique

Trappe de visite, arrière du restaurant



ANNEXE 4 : Plans ou Croquis



Légende : code couleur des numéros de matériaux de la fiche d'identification sur plan	
Matériau non amianté	Matériau amianté



ANNEXE 5 : Procès-verbaux d'analyses



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tel : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967



Portée disponible sur
www.cofrac.fr

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT0721-24543 EN DATE DU **07/04/2021**

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

*Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.
Les informations fournies par le client sont simplement retranscrites et identifiées comme telles.*

Client : AUGERIS 6 allée de Londres 91140 VILLEJUST	Ref. Commande ITGA : IT0721-24543 Ref. Commande Client : RAD-220F024-21-0071
---	---

Prélèvement(s) : Reçu au laboratoire le : 31/03/2021

Préparation(s) : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- ou
- Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie
 - Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (1) - Traitement mécanique en milieu aqueux (méthode interne : IT085 ou IT453)
 - (2) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme (méthode interne : IT286)

Technique(s) : - Microscopie Optique à Lumière Polarisée (guide HSG 248 - Appendice 2) : Morphologie et critères optiques.

Analytique(s) : La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

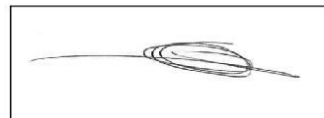
- ou
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat(s) :

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation)	Nombre de préparations	Date d'analyse	Résultat / Variété d'amiante
Ref dossier client : SANOFI AVENTIS Alfortville - Recherche et Développement - Ensemble des réseaux enterrés accessible du site - 3 Digue d'Alfortville - 94140 ALFORTVILLE				Ref échantillon ITGA : IT072103-62627
Ref échantillon client : 1 - Enduit ciment de conduite d'eau usée - Sous-sol, regard d'eau usée				Description ITGA : Peinture en faible quantité / Enduit gris en vrac hétérogène
Peinture en faible quantité non séparable + enduit gris en vrac hétérogène	META (1)	1	07/04/2021	Amiante non détecté / -

Validé par : Nathan BARATON - Analyste

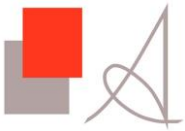


La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164-01 rev 11

Page 1/1



ANNEXE 6 : Liste des codes de conseils et préconisations

NF*4. Il n'y a pas de danger si le matériau ne subit aucune dégradation (travaux de type percement, cassage, sciage, ponçage etc...).
Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.

A défaut de retrait, il est recommandé de contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation.



ANNEXE 7 : Recommandations générales de Sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.



2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux



dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie..



ANNEXE 8 : Attestation(s) de compétences



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI1993 Version 004

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur CASTELLI Rémi

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention Amiante Avec Mention**
Date d'effet : 21/08/2017 - Date d'expiration : 20/08/2022

Amiante sans mention Amiante Sans Mention*
Date d'effet : 21/08/2017 - Date d'expiration : 20/08/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 02/10/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.



Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev13



CERTIFICAT

DE COMPETENCES

Diagnosticqueur immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

Nicolas SAUQUES

est titulaire du certificat de compétences N°DTI2153 pour :

	DU	AU
- Diagnostic amiante sans mention	06/03/2018	05/03/2023
- Diagnostic amiante avec mention	06/03/2018	05/03/2023
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	06/03/2018	05/03/2023

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant de l'expertise et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 08 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 15 décembre 2011 ; Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011.



Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagneux, le 11/04/2018



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Le non-respect des clauses définies dans les Conditions Générales peuvent rendre ce certificat invalide

Seule la version originale du certificat, avec bande argentée à gauche, fait foi

DEKRA Certification SAS * 5 avenue Garlande - F92220 Bagneux * www.dekra-certification.fr



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI1988 Version 005

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Madame SEQUEIRA Sandrine

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention **Amiante Avec Mention****
Date d'effet : 12/05/2017 - Date d'expiration : 11/05/2022

Amiante sans mention **Amiante Sans Mention***
Date d'effet : 12/05/2017 - Date d'expiration : 11/05/2022

Plomb **Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb**
Date d'effet : 12/05/2017 - Date d'expiration : 11/05/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 02/10/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.
**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4 0522
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev13



ANNEXE 9 : Attestation d'assurance

Votre Assurance

► RC PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

SAS AUGERIS
6 ALL DE LONDRES
91140 VILLEJUST FR

COURTIER

GRAS SAVOYE IDF CENTRE
IMMEUBLE QUAI 33 CS 70001
33 QUAI DE DION BOUTON
92814 PUTEAUX CEDEX 14 00 IDFC
Tél : 01 41 43 50 00
Fax : 01 41 43 55 55
Portefeuille : 0201051984

Vos références :

Contrat n° 10659334804
Client n° 0690698420

AXA France IARD, atteste que :

SAS AUGERIS
6 ALL DE LONDRES
91140 VILLEJUST

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10659334804 ayant pris effet le 01/07/2020.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

Missions de diagnostics et d'expertises désignés ci-dessous :

- Constat de Risque d'exposition au Plomb (CREP) ;
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante ;
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment ;
- Diagnostic de performance énergétique ;
- Diagnostic à titre informatif des déchets issus de la démolition ;
- Mesurage « Loi Carrez » ;
- Conformité des installations d'eau de consommation (plomb dans l'eau) ;
- Etat relatif à la présence d'insectes xylophages et parasites (autres que termites) ;
- Etat relatif à la présence et concentration de légionnelles ;
- Etat des risques naturels et technologiques ;
- Etat des lieux relatifs à la conformité aux normes de surface et d'habitabilité (Prêt à taux 0%) ;
- Audit de conformité de l'installation d'assainissement autonome collectif et individuel dans le cadre de la Loi sur l'eau (n 92-3), des arrêtés du 06 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables et les modalités du contrôle technique, de la circulaire n 97-49 et de la norme XP P 16-603 ;
- Etat de l'installation intérieure d'électricité selon les articles L134-7 et R*134-13 du Code de la Construction et de l'habitation et les prescriptions de l'arrêté du 08/07/2008 ;
- Diagnostic de l'état de l'installation intérieure de gaz effectué selon les prescriptions des articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'habitation.

Il est précisé que ces missions peuvent être opérées dans le cadre de la vente et/ou la mise en location d'un bien mais également, avant travaux et/ou démolition d'un bâtiment.

La présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat en cours d'établissement auquel elle se réfère, est délivrée sous réserve de la régularisation de celui-ci.

La présente attestation est valable pour la période du 01/07/2020 au 01/07/2021 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 28 août 2020
Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/1